**ANNEXE 5 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Secrétariat Général**

**Direction des**

**évaluations, de la prospective et de la performance**

Et

**Service de l’action**

**administrative**

**et des moyens**

**Sous-direction des achats**

Bureau de la stratégie et de l’ingénierie

des achats

SAAM B1

61-65 rue Dutot

75732 Paris Cedex 15

**CAS PRATIQUE**

**Procédure n° MEN-SG-AOO- 25017**

**Objet**: Prestations de traduction écrite de tous types de documents pour le compte des services de l’administration centrale des ministères chargés de l’Éducation nationale, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

**DELCOM JS - TEXTE 1 = 620 mots**

« FAIRE VIVRE L’EUROPE : POUR ET AVEC LES JEUNES »  
SÉMINAIRE SUR LA PARTICIPATION DES JEUNES AU PROJET EUROPÉEN :   
09 – 10 juin 2022, Strasbourg France

**INTRODUCTION**

La coopération européenne dans le domaine de la jeunesse vise à **« encourager la participation des jeunes à la vie démocratique »**, conformément à l’article 165 du traité sur le fonctionnement de l’UE.

**Le dialogue de l’Union européenne en faveur de la jeunesse**1 est le processus participatif européen, qui pilote la mise en oeuvre de la Stratégie Jeunesse de l’UE. A travers des cycles de 18 mois sur un thème prioritaire, il permet **la participation des jeunes au processus décisionnel européen dans le secteur de la jeunesse** par **le biais d’un dialogue entre les jeunes et les décideurs**.

Du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2021, le trio des présidences allemande, portugaise et slovène a fait de la participation des jeunes un enjeu majeur du 8ème cycle du dialogue de l’UE en faveur de la jeunesse, dont le thème était « Espaces et participation pour tous » et a formulé des recommandations pour améliorer cette participation, notamment dans le cadre du dialogue2.

**Le 9ème cycle du dialogue UE-Jeunesse se déroule du 1er janvier 2022 au 30 juin 2023, sous le trio de présidences française, tchèque et suédoise.** S’appuyant sur l’expérience des cycles précédents et ouvrant la voie aux cycles suivants, **le thème de ce cycle est « S’engager ensemble pour une Europe durable et inclusive »**. L’un de ses objectifs est de renforcer le dialogue en tant que processus mené par les jeunes et d’assurer un engagement significatif de la jeunesse tout au long du processus.

En outre, la **Conférence sur l’Avenir de l’Europe**3, **consultation citoyenne** majeure au niveau européen, **donne une place prépondérante à la voix des jeunes**, en les associant étroitement aux réflexions au sein de panels européens et, à l’échelle nationale, via une consultation dédiée nommée « Parole aux jeunes ». De plus, **2022 a été désignée par la Commission européenne comme l’Année européenne de la jeunesse**4, mettant en lumière l’importance de la jeunesse européenne pour construire un avenir meilleur – plus vert, plus inclusif et numérique.

1. Auparavant appelé Dialogue structuré.

2. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:42021Y1214(01)&from=EN.

3. https://futureu.europa.eu/?locale=fr

Dans ce contexte, **le séminaire « Faire vivre l’Europe pour et avec les jeunes »** a été organisé par le ministère de l’Éducation nationale et de la Jeunesse dans le cadre de la présidence française du Conseil de l’Union européenne. **Il a réuni près d’une centaine d’experts, des représentants ministériels et des institutions européennes, ainsi que des associations de jeunesse et des jeunes délégués des différents États membres.**

Le séminaire avait pour objectif de permettre de :

1. Réfléchir et renforcer les nouvelles formes de participation et d’inclusion des jeunes dans les processus décisionnels de l’UE ;
2. Partager des expériences sur la participation des jeunes dans le cadre des travaux de la Conférence sur l’Avenir de l’Europe ;
3. Effectuer un suivi du 8ème cycle du dialogue de l’UE en faveur de la jeunesse sur l’objectif européen pour la jeunesse n°9 « Espace et participation pour tous ».

Le séminaire a créé un espace pour **discuter, de manière concrète et pragmatique, des différentes manières dont les jeunes peuvent se faire entendre et influencer le projet européen**, par exemple à travers le dialogue de l’Union européenne en faveur de la jeunesse, ou à travers des consultations citoyennes telles que la Conférence sur l’Avenir de l’Europe. Globalement, le séminaire est allé au-delà des simples constats et a cherché à **identifier des bonnes pratiques et des actions concrètes pour permettre à tous les jeunes européens de devenir des citoyens européens actifs et engagés**.

**Ce rapport présente un aperçu des discussions et des recommandations** concrètes créées à la suite des discussions.

**DELCOM JS – TEXTE 2 = 637 mots**

Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative

Étude du financement public et privé du sport en Europe

- Synthèse des conclusions et des propositions -

Dans le cadre de la préparation des travaux sous la Présidence française du Conseil de l'Union Européenne (PFUE), une enquête a été conduite auprès des ministères chargés des sports en Europe, de mai à juillet 2008. L'ensemble des ministères a répondu à cette enquête1, permettant ainsi de dresser la structure du financement du sport2 en Europe et de repérer les évolutions en cours ainsi que les facteurs de risque pour l'avenir.

Le présent document synthétise les principales conclusions et propositions pour une sécurisation du financement du sport en Europe3. Il aura vocation à être discuté et mis en débat.

État des lieux du financement du sport en Europe

1. La structure moyenne du financement du sport se présente comme suit4 :

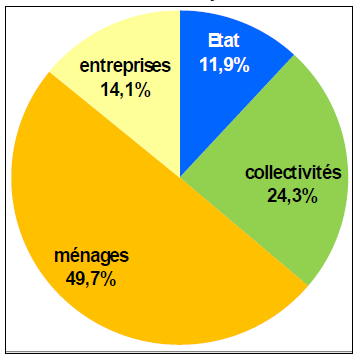
- La principale source de financement du sport est les dépenses des ménages, représentant en moyenne 49,7% des financements. Ces dépenses concernent l’achat de biens et de services ; en moyenne, elles s’élèvent à 177 euros par habitant.

- Les collectivités locales constituent la deuxième source de financement, représentant en moyenne

24,3% des financements. La contribution des collectivités est supérieure à celle de l'Etat dans 14 des 20 pays ayant répondu à cette question. Elle peut atteindre 96% du financement public dans les pays où les collectivités disposent d'une forte autonomie en matière de sport (pays fédéraux en particulier).

- L’Etat représente en moyenne 11,9% des financements (ministère en charge des sports et autres ministères). Sa part peut atteindre jusqu'à 36% du financement total du sport.

A l’échelle de l’Europe des 27, les financements des ministères des sports s’élèvent à 2,9 milliards d’euros, soit une moyenne de 6 euros par habitant.



*1 Excepté deux : la réponse de la communauté belge francophone a été reçue hors délai, la communauté belge germanophone n'a pas répondu à l'enquête. Cf. niveau de réponse aux questions en annexe.*

*2 La définition adoptée est celle du Conseil de l’Europe : "Toutes formes d'activités physiques qui, à travers une participation organisée ou non, ont pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous niveaux".*

*3 Un rapport d'analyse détaillé est disponible auprès du Ministère français chargé des sports- Bureau des relations internationales.*

*4 Graphique établi sur la base de 13 pays ayant répondu de façon complète à cette question.*

Des dispositifs de soutien indirect au sport existent dans 21 des 27 pays (déduction d’impôt, réduction des cotisations salariales, etc..) ; ils peuvent s’adresser aux particuliers soutenant le mouvement sportif, aux clubs et organisations sportives, aux personnes exerçant une activité dans le domaine du sport ou aux entreprises finançant le sport.

- Les entreprises représentent la source de financement la moins bien connue ; elle est estimée à 14,1% des financements. La contribution des medias est relativement conséquente, tandis que le sponsoring, plus diffus (clubs professionnels, fédérations, clubs locaux…) est difficile à évaluer dans de nombreux pays. La participation de fonds privés pour la construction d’infrastructures sportive se développe dans le cadre de partenariats public-privé.

- Le bénévolat n'a pas été comptabilisé comme une source directe de financement. Il représente cependant une ressource absolument indispensable pour le bon fonctionnement du sport (la valorisation monétaire du bénévolat a un ordre de grandeur équivalent au montant des financements publics destinés au sport). Il constitue par ailleurs un des fondements de la spécificité du sport par rapport à d'autres secteurs d'activité.

- Le reversement des revenus issus des paris et des loteries est un dispositif répandu pour le financement du sport. Il peut représenter jusqu’à 30% des financements publics du sport. L’utilisation la plus fréquente est le développement du sport pour tous.